



Déclaration finale du Sommet des Peuples "Enlazando Alternativas IV"

Nous, réseaux, plateformes et organisations d'Europe, d'Amérique Latine et des Caraïbes, réunis à Madrid du 14 au 18 mai, lors du Sommet des Peuples « Enlazando Alternativas IV », revendiquons notre droit à lancer des alternatives au modèle néolibéral et aux accords de libre échange, et croyons dans la capacité que nous avons de construire un dialogue politique et social entre les peuples.

Nous nous trouvons actuellement dans une crise de civilisation qui touche à toute la planète, et dont les groupes sociaux les plus vulnérables et les peuples du Sud supportent le poids le plus lourd. Alors que des millions de travailleuses et de travailleurs ont perdu leur emploi et se sont appauvris et précarisés, le système financier obtient des gains multimilliardaires avec le soutien des Etats du Nord.

La crise économique mondiale est loin d'être résolue et les plans de sauvetage ont été destinés à la défense des intérêts du Grand Capital, comme le démontrent les récentes mesures d'ajustement structurel exigées à la Grèce par l'UE, et les annonces dans le même sens émises par l'Espagne et le Portugal. L'histoire de l'Amérique Latine et des Caraïbes démontre l'impact dévastateur de ces politiques de réduction des dépenses publiques, des privatisations et de la dérégulation économique.

Juste au moment où l'on célèbre deux siècles depuis le début des luttes d'indépendance dans plusieurs pays d'Amérique Latine et des Caraïbes, l'UE propose une « alliance » stratégique qui suppose un retour au passé : la création d'une « Zone Euro-Latino-Américaine d'Association Globale Interrégionale », basée sur une série d'accords de libre échange afin de protéger les intérêts des multinationales européennes en Amérique Latine et dans les Caraïbes, et d'empêcher la possibilité d'une intégration régionale et bi-régionale sur de nouvelles bases.

En Amérique Latine et dans les Caraïbes sont apparus plusieurs gouvernements progressistes et de gauche, sensibles aux exigences des mouvements populaires, qui sont à la recherche de voies alternatives de développement mieux adaptées à leurs réalités locales, et qui défendent leur souveraineté nationale. La droite

mondiale tente, à la fois de délégitimer et déstabiliser ces gouvernements, et de plaider pour les politiques néolibérales promues par les multinationales européennes - en particulier les entreprises espagnoles en Amérique Latine et dans les Caraïbes-, qui comptent avec le soutien de l'UE. Des stratégies telles que l' « Europe Globale : celle de la « concurrence dans le monde », et « Europe 2020 », continueront à générer de graves coûts sociaux et à aggraver les inégalités entre les Etats et à l'intérieur de chaque pays.

En Europe, avec le Traité de Lisbonne, a été renforcé un modèle d'intégration anti-démocratique et capitaliste. La privatisation des services publics, conjointement avec l'atteinte aux droits sociaux et du travail, consolide une Europe forteresse, militaire, répressive et excluante, au détriment de l'Europe sociale.

Face à cette réalité, l'organisation, la résistance, la dignité, la solidarité et la mobilisation sociale sont et seront des facteurs essentiels pour donner un soutien aux conquêtes obtenues en Amérique Latine et dans les Caraïbes, pour empêcher un retour vers le passé, et conquérir de nouveaux espaces, tant en Amérique Latine et les Caraïbes et qu'en Europe. Notre stratégie de lutte et de résistance commune se base sur la solidarité entre nos peuples, dans le but de construire une société dans laquelle les droits économiques, politiques, du travail, syndicaux, sociaux, culturels et environnementaux soient la priorité et la raison d'être des politiques gouvernementales.

Dans ce sens:

1. Nous rejetons énergiquement les Accords de Libre Echange, les Accords d'Association (AdAs) et les Traités Bilatéraux d'Investissement (TBIs) - ou Accords de Promotion et de Protection Réciproque des Investissements (APPRI) - pactés par certains gouvernements latino-américains et européens, qui ont été négociés dans le dos et contre les intérêts de nos peuples. En particulier, nous rejetons l'Accord d'Association UE - Cariforum, la signature des traités avec la Colombie, le Pérou et l'Amérique Centrale, ainsi que la réactivation des pourparlers avec le Mercosur.

2. Nous nous opposons à ce que l'aide au développement fasse partie de ces accords au service des intérêts économiques privés. Nous voulons une coopération qui renforce la capacité des acteurs sociaux et des Etats, afin qu'ils puissent définir et appliquer des politiques qui combattent l'injustice sociale.

3. Nous nous opposons à l'application des plans d'ajustement structurel et à l'intervention du FMI dans les pays d'Europe et d'Amérique Latine et des Caraïbes, pour faire face à la crise économique. Nous revendiquons un moratoire immédiat sur le paiement de la dette publique et la mise en place d'audits afin d'abolir les dettes illégitimes.

4. Nous poursuivrons notre tâche de chercher des solutions réelles à la crise écologique et climatique, basées sur la justice climatique et la nécessité de changer le système, qui détruit la planète. Afin de mettre un frein au changement climatique, il est nécessaire que l'UE réduise d'une manière conséquente ses émissions de gaz à effet de serre au niveau domestique. Nous réclamons aux gouvernements européens le paiement des dettes écologiques qu'ils ont accumulées vis-à-vis des peuples du Sud, y compris l'Amérique Latine et les Caraïbes, afin de financer la mitigation et la survie face au changement climatique. Face à l'échec du Sommet sur le Climat de Copenhague, nous nous engageons à

soutenir les propositions émises lors du « Sommet Mondial des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Mère Terre », qui a eu lieu à Cochabamba en avril 2010, dont, par exemple, la création d'un tribunal de justice climatique.

5. Nous soutenons toutes les luttes des mouvements paysans d'Amérique Latine, des Caraïbes et d'Europe pour la Souveraineté alimentaire des Peuples, la réforme agraire, contre les transgéniques et pour la défense de leurs territoires. L'agriculture paysanne, familiale et de petite échelle alimente les peuples et refroidit la planète.

6. Nous continuerons notre lutte pour la démocratie participative, directe et plurielle, et nous nous opposerons à toutes les atteintes contre celle-ci. Nous soutenons les luttes contre l'impunité et pour la justice dans le cas des victimes des génocides. Nous rejetons la criminalisation des protestations sociales.

7. Nous exigeons la rupture des relations diplomatiques et financières avec le gouvernement de Porfirio Lobo au Honduras, rejeté par divers gouvernements. Ce Gouvernement provient d'un coup d'Etat, a été élu dans des conditions anti-démocratiques, et se maintient au moyen de la répression des mouvements sociaux et de la violation des Droits Humains. Nous soutenons la lutte du Front de Résistance Populaire du Honduras et sa lutte pour une Assemblée Constituante.

8. Nous nous opposons à la militarisation et à une vision qui ne reconnaît pas la capacité du peuple d'Haïti de définir son propre destin, et prend pour prétexte l'aide humanitaire. Nous exigeons le respect de la souveraineté du peuple haïtien, l'abolition de la dette externe de ce pays et le paiement de réparations.

9. Nous exigeons à l'UE la dérogation de la Position Commune contre Cuba

10. Nous accusons l'UE, ses institutions et ses gouvernements de complicité flagrante avec la violation des Droits Humains, par exemple, en Colombie, en Honduras, au Pérou, au Guatemala et au Mexique, pays dans lesquels les leaders sociaux sont assassinés quotidiennement et la protestation sociale est réprimée.

11. Nous répudions les politiques appliquées par l'UE dans le domaine de l'immigration, car elles constituent une grave menace pour la démocratie et la paix entre nos peuples, en promouvant la xénophobie et le racisme. Nous participons à et nous soutenons les luttes des mouvements et des réseaux de migrants contre l'Europe Forteresse, avec ses camps d'internement pour étrangers (CIE) et sa « Directive du Retour », mieux nommée « Directive de la Honte ». Cette politique d'immigration représente l'autre visage de l'Europe du Capital.

12. Nous dénonçons la militarisation de nos continents et, en particulier, le caractère belliciste du gouvernement de Colombie. L'installation de 7 bases militaires des Etats-Unis dans ce pays représente une menace pour la paix et la stabilité de la région. Nous condamnons la politique belliciste de l'UE en Afghanistan sous l'égide de l'OTAN, ainsi que l'utilisation de ressources millionnaires dans le but de maintenir une machine de guerre qui pourraient être destinées à d'autres priorités de caractère social.

13. Nous soutenons la lutte du peuple grec dans la défense de ses droits, qui représentent les droits de tous les peuples européens.

14. Nous nous engageons à travailler pour consolider un espace politique de solidarité auquel puisse participer une grande diversité de mouvements sociaux et politiques - qui luttent pour une intégration sociale, économique, de genre, politique, environnementale et culturelle, et qui soit alternative à celle proposée par la Union Européenne et divers gouvernements d'Amérique Latine et des Caraïbes.

15. Nous nous engageons à renforcer et consolider nos luttes face au pouvoir des transnationales et à ouvrir une nouvelle étape du travail du Réseau Enlazando Alternativas vers la constitution d'un instrument international qui soit en mesure de juger réellement des crimes économiques. La première Session du Tribunal Permanent des Peuples (TPP), « L'Union Européenne et les Multinationales en Amérique Latine. Politiques, Instruments et acteurs », a contribué à cette labeur.

16. Nous soutenons et nous sommes intégrés dans les luttes des communautés d'afro descendants, de femmes, de jeunes et d'exclus d'Amérique Latine et d'Europe, de ceux qui souffrent le plus durement des effets de la crise.

17. Nous faisons nôtres les luttes et les revendications des peuples originaires et les luttes pour le « Buen Vivir », la création d'Etats plurinationaux et la reconnaissance et défense des droits de la Terre Mère, qui contribuent à montrer la nécessité de développer des modes de consommation et de production qui soient soutenables, responsables et justes.

18. Nous saluons les engagements des gouvernements d'Amérique Latine et des Caraïbes dans le sens de briser des siècles de dépendance économique, de pillage des ressources naturelles et de spoliation des territoires.

19. Nous demandons aux peuples européens de se soulever pour construire une autre Europe. Nous remercions les membres des collectifs de l'Etat espagnol pour l'effort et le soutien qu'ils ont démontrés afin que le Sommet des Peuples « Enlazando Alternativas IV » puisse avoir lieu, et nous donnons la bienvenue aux compagnes et compagnons disposé/es à initier les préparatifs du Cinquième Sommet des Peuples « Enlazando Alternativas », qui aura lieu en 2012.

Nous dédions ce Sommet des Peuples à la mémoire de la militante indigène Betty Cariño, assassinée à Oaxaca (Mexique), le 27 avril, à cause de sa lutte contre les multinationales minières. Nous étendons cet hommage à toutes les personnes assassinées à cause de leur lutte sociale et politique, et à toutes les victimes du modèle néolibéral injuste et excluant en Amérique Latine, dans les Caraïbes et en Europe.

Madrid, 16 mai 2010

Sommet des Peuples « Enlazando Alternativas IV »